

## **Déficit budgétaire, endettement interne et croissance économique en Algérie**

### **Budget deficit, internal debt and economic growth in Algeria**

**Nouioua AMAR, \* Université batna 1, Algérie, Email :**

**amar.nouioua@univ-batna.dz**

**réception:** .../ .../20...

**Acceptation:** .../.../20...

**Résumé:** Notre objectif dans ce travail de recherche est d'étudier la dynamique de la dette publique en Algérie, qui est entrain de passer d'un problème conjoncturel sérieux lui même lié à un problème structurel d'un pays dans les recettes du trésor proviennent à plus de 60% de la fiscalité pétrolière, et il est facile d'imaginer l'impact sur le budget de l'état. Le prix du marché pétrolier élément exogène, reste en deça des besoins des finances publiques.

**Mots Clés:** Déficit budgétaire; endettement interne ; croissance économique ; Algérie.

**JEL classifications codes:** H62 ; H63

**Abstract:** Our objective in this research is to study the dynamics of the public debt in Algeria, which is in the process of passing from a serious economic problem itself linked to a structural problem of a country in which the receipts of the treasury come from more 60% of oil taxation, and it is easy to imagine the impact on the state budget. the price of the Oil market, an exogenous element, remains below the needs of public finances.

**Keywords:** Budget deficit; internal debt; economic growth ; Algeria

**JEL classifications codes:** H62 ; H63

## **Introduction:**

Depuis l'indépendance de l'Algérie; l'état s'est vu attribuer un rôle économique considérable reflétant le besoin d'un état fort. La place qu'il a prise; en effet dans la vie économique; a conféré à la bonne gestion de la politique budgétaire le statut d'un impératif absolu.

La politique budgétaire en Algérie a connu plusieurs phases d'évolution alternant à la fois des phases volatiles et contraignantes; la dernière crise de 2014 (baisse du prix de pétrole) a conduit l'état à voir son rôle reconfiguré pour une meilleure maîtrise des finances publiques.

## **La problématique:**

Afin d'atteindre l'objectif susmentionné, nous avons jugé nécessaire de poser la problématique suivante :

### **Est-ce que le déficit budgétaire et l'endettement interne a eu un impact négative sur la croissance économique en Algérie pendant la période 2010-2020**

La réponse à cette question ne peut être apportée sans avoir abordé les sous questions suivantes :

- le déficit budgétaire a-t-il influencé la courbe de la croissance économique en Algérie pendant la période 2010-2020
- est-ce que l'endettement interne a eu un impact sur la croissance économique en algérie pendant la période 2010-2020.

## **La méthodologie:**

La méthode descriptive analytique est une méthode qui fait le rassemblement, l'organisation, la classification, l'analyse et l'interprétation des données pour trouver la solution des problèmes actuels.

L'analytique descriptive est une étape préliminaire du traitement des données qui consiste à synthétiser des données

historiques pour en tirer des informations utiles voire les préparer en vue d'une analyse complémentaire.

## **I- Concepts théoriques du déficit public:**

Pour les experts du FMI les déficits budgétaires doivent être résorbés en priorité car les endettements deviennent vite insoutenables; entraînent l'inflation et détériorent tant la croissance que la compétitivité.

### **1. Capacité et besoin de financement:**

Dans la comptabilité nationale; la « capacité de financement » est définie comme le solde positif du compte capital ; l'épargne de l'agent est excédentaire par rapport aux investissements réalisés. Un agent dispose d'une capacité quand ses ressources de l'année dépassent ses emplois (Teulon, 1997, p. 27).

### **2. Les effets des déficits:**

L'accroissement des déficits a des effets néfastes dont les deux principaux sont l'effet d'éviction et l'effet charge de la dette. Le premier point s'il y'a un déficit l'état doit emprunter l'argent qu'il n'a pas auprès des épargnants; il doit leur proposer les rendements attractifs (intérêts plus élevés que ceux en vigueur) la dépense publique a pris la place de l'investissement privé elle l'a évincé.

Le deuxième point; les déficits sont comblés par des emprunts que viennent alourdir la dette. La charge financière de cette dette s'accroît dans les budgets suivants et réduit la marge de manœuvre.

### **3. Les modes de financement :**

Un déficit budgétaire peut être financé par l'augmentation des impôts ou par cession de créances (cas de privatisation) ou par la création monétaire (concours de la banque centrale) et c'est le

sujet que nous essayons d'analyser dans notre article; il y'a aussi l'emprunt (émissions d'obligations ou bons de trésor).

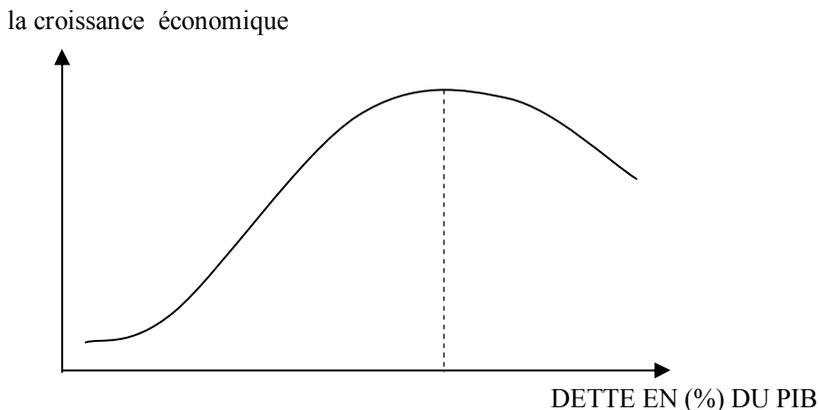
Le fardeau de la dette dépend de son prix c'est dire du taux d'intérêt en la matière.

Il existe un repère le principe de l'écart critique décrit par l'économiste J.paul fitoussi (Fitoussi, 1995, p. 169) pour que le loyer de l'argent soit couvert par le supplément de ressources fiscales induit par l'opération financée par emprunt.

Il faut et il suffit que le taux d'intérêt réel soit inférieur ou égal aux taux de croissance de l'économie et donc approximativement des ressources fiscales.

On admet généralement qu'une dette devient inquiétante; difficile à rembourser lorsqu'elle dépasse 80% à 90% du PIB (Fitoussi, 1995, p.169).

### Graph n1 : la relation entre la croissance économique et les dettes



Source : par l'auteur

L'endettement massif dont souffre l'économie Algérienne inquiète dirigeants et économistes comment trouver les ressources nécessaires pour honorer les échéances ? comment faire accepter

aux contribuables la charge d'impôts futurs ? sa contrepartie; la réduction du pouvoir d'achat ne deprime t-elle pas exagérément la croissance et l'emploi ?

## II- Les causes de l'accumulation de la dette publique.

Ou peut distinguer essentiellement les facteurs qui expliquent l'accumulation de la dette publique en Algérie; à savoir la persistance des déficits budgétaires; outre le lourd fardeau de la dépense et surtout l'augmentation substantielle des salaires de 2011 avec effet rétroactif depuis 2008 (Hamouda, 2018, p. 13) et il y'a aussi le manque à gagner du trésor au titre de la substitution à l'importation de véhicules et des Allègements ou des suppressions des droits de douanes adossés aux accords de libre échange; se positionne aussi et spécialement l'affaiblissement de la fiscalité pétrolière.

Le déficit budgétaire rèsurgit à la fin de la décennie 2000 ; il se hisse de 8.5% à 15.8% en 2014/2015 puis recule à 14% in 2016 générant un alourdissement de la dette publique interne. bien que le prix moyen du pétrole (52\$) ait été supérieur au prix de référence ayant été utilisé pour confectionner la loi de finances; le déficit persiste en 2017; 2018 ; 2019; et est plus large que celui prévu (7%) et devrait atteindre 66% du PIB eu 2021(Sekkak ; 2021 ; p.12).

**Le tableau n°01 : solde budgétaire eu milliards de DA**

2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2020
799.5	-178.2	-63.5	-718.8	-66.6	-1257	-2.553	-2341.4	-3310

**Source : (Benissad, 2018)**

Le fonctionnement de l'état dépend toujours à l'excès de la branche des hydrocarbures aux revenus fragiles (évaluée à 67% autre 2002-2015) demeure excessive. Elle est encore appelée à former près de 40% des recettes fiscales; en 2018.

Avec un cours du baril de pétrole qui a souvent été inférieur à 50 dollars depuis Pratiquement 2014; prix sur la base duquel a été conçu l'actuel budget de l'état; il fallait s'attendre à la persistance des difficultés financières internes.

– Le fonds de régulation des recettes étant asséché pour combler le déficit budgétaire; les seules solutions sont les suivantes : outre la compression de la dépense (celle de l'équipement qui a commencé de facto en 2015) les autres solutions sont :

– L'augmentation de l'impôt; l'emprunt conventionnel (qui consiste à puiser dans la masse monétaire existante en circulation); le financement externe et la création de monnaie nouvelle; comme «trop d'impôt tue l'impôt» favorise l'épanouissement du secteur informel; de l'évasion fiscale; il ne faut pas s'attendre à grande chose.

– L'emprunt sur le marché intérieur de son côté a montré ses limites en 2016; quant au financement externe; il n'est pas approprié pour financer le solde négatif des finances publiques.

– C'est pourquoi il ne reste plus comme solution à court terme pour éponger le déficit budgétaire que sa monétisation (sa couverture par l'émission de monnaie ; amendement de l'ordonnance 03/11 sur la monnaie et le crédit<sup>(†)</sup>)

– Et pour décrire la mécanique du financement non conventionnel (planche à billets); le montant vertigineux de 6556 milliards de DA; soit 32% du PIB est le montant pour financer l'économie depuis octobre 2017 à janvier 2019 selon la banque d'Algerie.

---

<sup>†</sup>- les conséquences d'une création monétaire dépendent du multiplicateur du crédit, de la vitesse de la circulation de la monnaie, des anticipations des agents économiques, du taux d'utilisation des capacités, de l'élasticité de l'offre.

Les institutions financées par ce montant de 6556 milliards de DA; comme nous allons voir sur le tableau suivant:

Tableau n° : les institutions financées en milliards de DA

Trésor publique	FNI	CNR	Banques publiques	sonalgaz
2470	1800 (938 MDA) AADL	1364	547 MDA Dette de sonalgaz	Programmée d'investissement.3 80 soit 2% du PIB

Source : **el Watan économie** 2019.

Compte tenu des déficits enregistrés le retour à l'équilibre budgétaire s'annonce difficile; la dette publique interne progresse rapidement et devrait atteindre 66% du PIB eu 2021 (Sekkak, 2021 ; p. 12) selon les prévisions.

Elle reste soutenable (Sekkak, 2021, p. 12). à notre avis le déséquilibre actuel ne découle pas uniquement de l'effondrement des cours et quantité des hydrocarbures exportés et des effets de la pandémie covid 19; mais plus largement du mode de fonctionnement de notre économie donc l'objectif de la politique de gestion de la dette publique est de satisfaire les besoins de financement de l'état et ses obligations de paiement au moindre coût possible à long terme. le coût de la dette publique se compose de deux éléments : le coût financier; à savoir le coût du service de la dette à moyen et long terme et le coût potentiel des pertes économiques réelles pouvant résulter d'une crise financière si l'état a du mal à refinancer sa dette ou s'il est incapable de la rembourser.

### III. Les variables indicatrices de l'effet des déficits publics et son financement :

#### 1. Répercussion sur le taux de croissance :

En règle générale La stabilité du taux d'endettement public (la soutenabilité de la politique budgétaire) requiert la

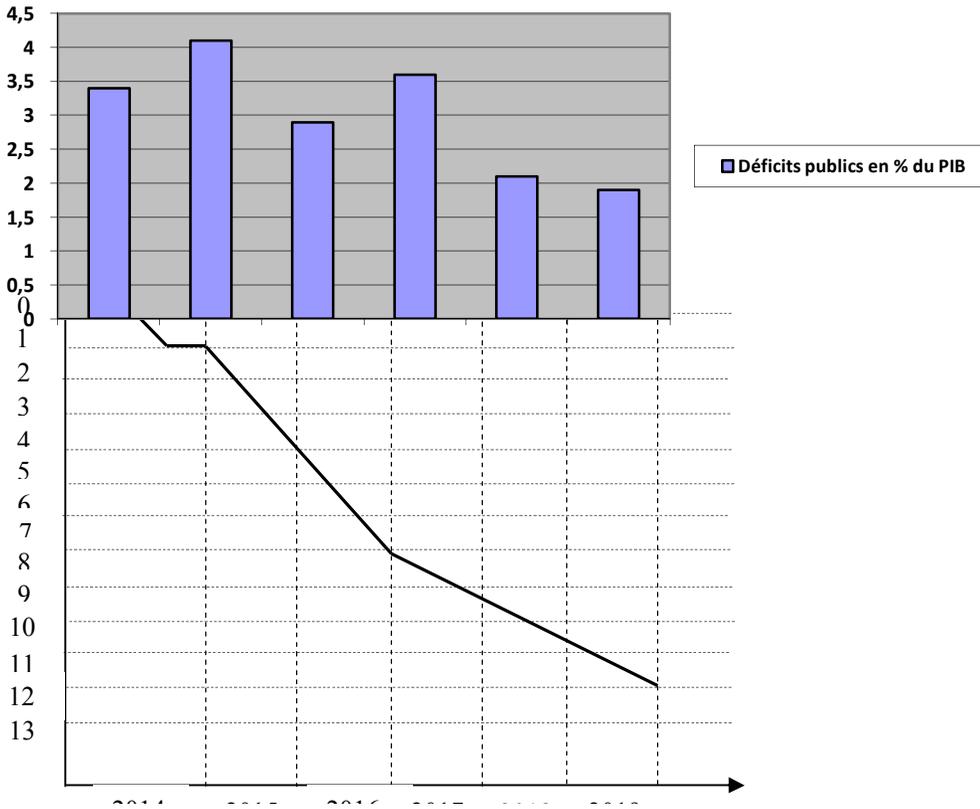
réalisation d'un excédent du solde primaire ( $R>D$ ). en revanche; quand la croissance économique est suffisamment forte ( $c>r$ ) la soutenabilité de la politique budgétaire peut être compatible avec les déficits budgétaires; concernant l'Algérie l'examen du tableau n°3; au cours de ces dernières années (2016;2017;2018) le taux d'intérêt nominal de la dette publique est largement supérieur au taux de croissance.

**Tab n°03 : la soutenabilité de la politique budgétaire en Algérie(%)**

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Tx de croissance	3.80	3.70	3.20	1.30	1.20	0.80	-5.48
Tx d'intérêt nominal	4.00	4.00	3.50	3.75	3.75	3.75	3.75

Source: **international Financial statistics (ifs)**

Ainsi; depuis près de vingt ans les pouvoirs publics ont considéré que le plus sûr moyen de soutenir la croissance était de maintenir la dépense publique à des niveaux hauts pour à la fois assurer un niveau d'investissement public appréciable; cette stratégie a conduit l'état algérien à tarir les fruits de la rente pétrolière et à enregistrer des niveaux d'endettement public insoutenable (chahed, 2017, p. 14); donc on conclut qu'il ya une corrélation entre le taux de croissance et les déficits budgétaires.

**Grphe : La relation entre la croissance et les déficits budgétaires (%)**

**Source** : conçu à partir : (Benissad, 2018, p284), (Benissad, 1988, p 278), (Slimane, 2021).

**2- Répercussion sur L'inflation :** les économistes savent que l'inflation surgit lorsque les liquidités s'accroissent plus vite que la production de biens et des services. c'est tout simplement une question d'offre et de demande or dans notre contexte une grosse partie de l'offre (biens et services commercialisés sur les marchés à plus de 70% des importations). notre marché est alimenté surtout par la production d'autres nations. tant que ces volumes existent sur le marché; les conséquences inflationnistes seront minimales; ce qui explique que le peu d'inflation subie n'est

nullement dû à la thésaurisation mais tout simplement à la diminution des réserves change d'un côté l'état injecte de nouvelles liquidités; et d'un autre on prélève des liquidités sur les réserves de change pour alimenter le pays en biens et services l'accélération de l'inflation serait minime.

**Tableau n°4 : indice officiel des prix à la consommation (grand Alger)**

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
2.92	4.8	6.4	5.6	4.27	1.95	2.42

**Source : world développement indicators : <http://datatopics.worldbank.org>**

Donc l'inflation va contribuer en partie au fléchissement du dinar, mais surtout au niveau du marché informel (Lamiri, 2017).

La dépréciation du cours du dinar; intimement liée à l'exacerbation des importations; rabote le pouvoir d'achat; fragilise les entreprises dont l'activité est tributaire d'inputs provenant de l'étranger.

Tout en améliorant la fiscalité pétrolière et les possibilités d'exportation hors hydrocarbures donc on remarque que la plus part des dépenses publiques dans le PIB est importante plus l'ajustement budgétaire requis augmente et moins soutenable la politique budgétaire; ceci témoigne de la nécessité de la réduction des dépenses publique.

**Tableau n°5 : dépenses publique dans le produit intérieur brut %**

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
44	37.3	40.6	57.2	41.9	38.3	38.4	36.6

Source : <https://www.amf.org.ae>:

ceci témoigne de la nécessité de la réduction des dépenses publiques ainsi; la maîtrise; et par delà la baisse des dépenses publiques deviennent donc un impératif absolu.

Il ne faut pas aussi oublier le fait que l'économie Algérienne est une économie vulnérable; plusieurs éléments peuvent constituer des sources de risque potentiel d'insoutenabilité. nous pouvons en l'occurrence penser à un choc négatif sur l'équilibre externe et une dévaluation substantielle du dinar qui lui est associé ou encore à un choc sur l'équilibre budgétaire associé à un accroissement des taux d'intérêts réels domestiques.

### **Résultats de l'étude :**

la présente étude a démontré que la dette publique requiert ; outre une gestion plus active; la rationalisations des dépenses publiques et l'amélioration de l'efficacité du système fiscal.

Afin de combattre la Fraude fiscale et intégrer le marché informel et par conséquent l'augmentation des recettes propres de l'état.

### **Conclusion :**

Tout au long de ce travail; nous avons essayé d'examiner les perspectives futures associées à la politique budgétaire tout en nous basons sur une analyse rétrospective de la question relative à la soutenabilité de la politique budgétaire en Algérie.

Ce constat assez pessimiste; nous conduit à dire que cette politique budgétaire apparaît non soutenable aussi bien à court et moyen terme.

Donc cela nous conduit à préconiser une stratégie de réduction des dépenses; toutefois nous craignons que les autorités dans le souci de réduire le déficit budgétaire touchera le budget d'équipement (investissement publics) hypothéquant les

perspectives futures de croissance. la nature de l'ajustement à préconiser est de plus en plus problématique.

### **Bibliographie :**

1. Benissad; Hocine : **de la transition économique l'expérience Algérie (1988-2018)** opu :2018
2. Frederic Teulon : **le role de l'état dans l'économie**; mémo seuil-1997.
3. Fitoussi Jean Paul : **le débat interdit; monnaie; europe; pauvreté**; paris [www.editus-ellipses.fr](http://www.editus-ellipses.fr).1995
4. Hamouda Nacer-eddine : **inflation et pouvoir d'achat en Algérie** article el watan economie 12/11/2018
5. Sekkak Rachid : **journal el moudjahid économie**; juillet 2021
6. Abdelhak lamiri : **création monétaire; inflation et dévaluation**; el watan eco 2017
7. Brahim Chahed : **une médication douloureuse pour une croissance réelle**; el watan économie aout2017.
8. **International Financial statistics (IFS)**
9. **World développement indicateurs** : <https://datatopicsworldbank.org>
10. <https://www.amf.org.ae> صندوق النقد العربي